

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

Article 1 :

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

... des articles (17 avril 1991) :
... (loi de report de reportage) :
... (p. 1327)

Deuxième lecture :
Préparer même développés avec la discussion des articles
15 décembre 1991 :
Assemblée nationale : procédure d'adoption simplifiée
(p. 7073).

Fonds de coopération : allocation et répartition (p. 7073).

Proposition de loi : proposition : conservation (p. 7073).

Relations financières entre le syndicat d'agglomération nouvelle
(S.A.N.) et les communes membres : répartition des
charges et « double de référence » (p. 7073).

Secours : modifications éliminées au texte en première lecture
(p. 7073).

Villes nouvelles : salaires, origines et spécificités (p. 7073).

Projet de loi de finances pour 1992 (pre 25-91).

Première lecture, deuxième vote :

Intérieur. - Examen de l'article, principaux mêmes développés
avant la procédure des garanties (28 octobre 1991) :

Administration : préfets : contrôle de légalité (p. 5189).

Collectivités locales et finances locales :

- budgets locaux : consolidation (p. 5189) ;

- coopération intercommunale et projet de loi sur l'admission-
crition territoriale de la République (p. 5189, 5189) ;

- études : répartition et évolution (p. 5189) ;

- dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) (p. 5189,
5189) ;

- dotations de l'Etat et prime de responsabilité financière
(p. 5189) ;

- fonction publique territoriale : statut et régime indemnité-
aire (p. 5189, 5189) ;

- fonds de compensation de la T.V.A. (p. 5189) ;

- transferts de charges et compensation financière (p. 5189) ;

- universités : financement (p. 5189) ;

Communes : solidarité intercommunale : dotation de solidarité
urbaine (D.S.U.) et dotation de développement rural
(D.D.R.) (p. 5189, 5189) (p. 5189)

Impôts locaux :

- accroissement (p. 5189) ;

- préférence fiscale (p. 5189) ;

- taxe professionnelle : dotation de compensation (p. 5189).

Appareils aux gestionnaires :

Collectivités locales et finances locales :

- commune de Verpeil-sur-Seine : condamnation financière
par le Conseil d'Etat : aide de l'Etat (M. Jean-Louis
Dobry) (p. 5189) ;

- coopération intercommunale : avoisinement des institutions
financières (M. Augustin Bontemps) (p. 5200) ;

- fonds de compensation de la T.V.A. : réforme des règles
d'allocation et effet rétroactif (M. Augustin Bontemps)
(p. 5200).

Communes :

- commune de Verpeil-sur-Seine : éligibilité à la dotation
de solidarité urbaine (D.S.U.) (M. Jean-Louis Dobry)
(p. 5197) ;

- « dotation de développement rural » (D.D.R.) : création et
mécanisme (p. 5200) ;

- emplois permanents à temps partiel : complément du régime
(M. René Doherty) (p. 5195).

Projet de loi relatif à la protection sociale des
sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident
(pre 22-91).

Première lecture :

Préparer même développés (19 novembre 1991) :

Accidents du travail : sapeurs-pompiers volontaires (p. 6280,
6290).

Départements :

- service départemental d'incendie et de secours (S.D.I.S.) :
versement des prestations de sécurité sociale aux
sapeurs-pompiers volontaires (p. 6280, 6290) ;

proyecto de ley (publicación de leyes non reanunciadas):
delegable a l'interdicción nº 3 de M. Jean-Louis Masson
 (apropos que l'anne transpaccie soit caigée pour le pro-
 ches temps agricoles) (p. 6499).

Projet de loi d'orientation relatif à l'administration
territoriale de la République (no 1081):
 articles 1er et 2:

- **articles 1er et 2:** dérogation au droit de discussion des articles
 pour l'année 1971;
 - **articles 1er et 2:** développement et développement
 rural (p. 6751).

- **articles 1er et 2:** dérogation de développement rural (D.D.R.) : créa-
 tion, concours bénéficiaires et mode de financement
 (p. 6731, 6737, 6750, 6751, 6752).

- **articles 1er et 2:** dérogation intercommunale:
 - **articles 1er et 2:** dérogation (p. 6730, 6749, 6750, 6751);
 - **articles 1er et 2:** dérogation départementale (p. 6751);
 - **articles 1er et 2:** dérogation de communes et communes de villes;
 - **articles 1er et 2:** dérogation, compétences et régime fiscal (p. 6730, 6731,
 6751);

- **articles 1er et 2:** dérogation, districts, syndicats, intercommu-
 nales, syndicats mixtes (p. 6749);

- **articles 1er et 2:** dérogation, bilan, difficultés, relance (p. 6730, 6749);

- **articles 1er et 2:** dérogation de fonctionnement (D.G.F.) (p. 6731, 6751);
 - **articles 1er et 2:** dérogation supérieure : collectivités locales : compétences
 (p. 6750);

- **articles 1er et 2:** dérogation : intérêt et extension actuelle (p. 6730,
 6751);

- **articles 1er et 2:** dérogation : intérêt professionnel : spécialisation et homo-
 généité (p. 6730);

- **articles 1er et 2:** dérogation : Assemblée nationale : commission spéciale : tra-
 vail sur le texte en première et deuxième lectures
 (p. 6749);

- **articles 1er et 2:** dérogation des articles 29 et 30 novembre 1957;

article 1er ajouté par le Sénat (principes de l'administration
territoriale de la République):

- **article 1er ajouté par le Sénat (principes de l'administration**
 territoriale de la République) nº 245 de M. Gilbert Millier
 (annonce les principes sur lesquels est fondé le projet de loi
 et propose une définition de la décentralisation) (p. 6752);

- **article 1er ajouté par le Sénat (principes de l'administration**
 territoriale de la République) nº 21 de la commission (établir le
 texte adapté en première lecture par l'Assemblée natio-
 nale) (p. 6755);

article 1er ajouté par le Sénat (région):

- **article 1er ajouté par le Sénat (région):**
 ses observations (p. 6757);

- **article 1er ajouté par le Sénat (région):**
 dérogable à l'interdicción nº 246 de M. Gilbert Millier (de
 suspension) (p. 6757);

article 1er ajouté par le Sénat (région):
 ses observations territoriales:

- **article 1er ajouté par le Sénat (région):**
 dérogable à l'interdicción nº 26 de la commission (de cor-
 réction) (p. 6757);

- **article 1er ajouté par le Sénat (région):**
 dérogable à l'interdicción nº 29 de la commission (de pré-
 vision) (p. 6758);

article 1er ajouté par le Sénat (région):
 ses observations (p. 6758);

- **article 1er ajouté par le Sénat (région):**
 dérogable à l'interdicción nº 32 de la commission (établir le
 texte adopté en première lecture par l'Assemblée natio-
 nale) (p. 6758);

- **article 1er ajouté par le Sénat (région):**
 dérogable à l'interdicción nº 33 de la commission (de sup-
 pression) (p. 6759);

article 1er ajouté par le Sénat (région):
 ses observations (p. 6759);

- **article 1er ajouté par le Sénat (région):**
 dérogable à l'interdicción nº 33 de la commission (de sup-
 pression) (p. 6759);

- **article 1er ajouté par le Sénat (région):**
 dérogable à l'interdicción nº 34 de la commission (de sup-
 pression) (p. 6760);

Article 1er ajouté par les commissions budgétaires:

- **article 1er ajouté par les commissions budgétaires:**
 dérogable à l'interdicción nº 247 de M. Gilbert Millier
 (supprime la disposition qui réserve aux seuls communes
 de plus de 10 000 habitants l'organisation d'un débat en
 conseil municipal sur les orientations budgétaires)
 (p. 6760);

- **article 1er ajouté par les commissions budgétaires:**
 ses observations sur l'interdicción nº 37 de la commission
 (abaisse à 3 500 habitants le seuil de population fixé pour
 pouvoir organiser un débat en conseil municipal sur les
 orientations budgétaires) (p. 6761);

Article 1er ajouté par les commissions budgétaires:

- **article 1er ajouté par les commissions budgétaires:**
 ses observations sur l'interdicción nº 38 de la commission
 (abaisse à 3 500 habitants le seuil de population fixé pour
 que les documents budgétaires soient accordés à l'année)
 (p. 6761);

- **article 1er ajouté par les commissions budgétaires:**
 dérogable à l'interdicción nº 40 de la commission (établir
 le texte adapté en première lecture par l'Assemblée natio-
 nale en ce qui concerne les données à fournir dans le
 cadre de l'information sur la situation financière de la
 commune) (p. 6762);

- **article 1er ajouté par les commissions budgétaires:**
 sonner l'interdicción nº 299 du Gouvernement (complète la
 liste des ratios à fournir dans le cadre de l'information sur
 la situation financière de la commune) : devenu sans objet
 (p. 6762);

- **article 1er ajouté par les commissions budgétaires:**
 sonner l'interdicción nº 295 du Gouvernement (précise que
 seuls les organismes au bénéfice desquels le contributeur a
 versé une subvention supérieure à 500 000 F reçoivent
 plus de 50 p. 100 de leur budget prévisionnel un bilan de
 leur dernier exercice) : reporté (p. 6762);

- **article 1er ajouté par les commissions budgétaires:**
 ses observations sur l'interdicción nº 44 de la commission
 (de coordination) (p. 6762);

Article 14 des nouveaux (débat annuel dans les communes
membre d'une collectivité publique de coopération):

- **article 14 des nouveaux (débat annuel dans les communes**
 membre d'une collectivité publique de coopération):
 ses observations sur l'interdicción nº 48 de la commission
 (de suspension) (p. 6763);

Article 14 (publication dans la presse locale des discussions prises
en matière d'intervention économique):

- **article 14 (publication dans la presse locale des discussions prises**
 en matière d'intervention économique):
 sonner l'interdicción nº 306 du Gouvernement (dispose que
 les décisions d'intervention économique prises par un éta-
 blissement public de coopération intercommunale sont
 publiées quelle que soit la taille des communes membres) :
 reporté (p. 6766);

Article 18 (possibilité de former des comités municipaux et
réseaux et réseaux de ces derniers par les moyens de
communication audiovisuelle):

- **article 18 (possibilité de former des comités municipaux et**
 réseaux et réseaux de ces derniers par les moyens de
 communication audiovisuelle):
 dérogable à l'interdicción nº 60 de la commission (établir le
 texte adapté en première lecture par l'Assemblée natio-
 nale) (p. 6764);

- **article 18 (possibilité de former des comités municipaux et**
 réseaux et réseaux de ces derniers par les moyens de
 communication audiovisuelle):
 dérogable au sous-paragraphé nº 336 de M. André Ros-
 sion (dispose que le conseil supérieur de l'audiovisuel éva-
 lue le rapport annuel sur la transmission audiovisuelle
 des services ou conseils municipaux) à l'interdicción nº 60
 de la commission (p. 6767);

Article 18 (transmission des données de la commune):

- **article 18 (transmission des données de la commune):**
 dérogable à l'interdicción nº 62 de la commission (établir
 l'interdiction de divulguer V du titre II du livre 1er du code des
 communes adapté en première lecture à l'Assemblée natio-
 nale) (p. 6767);

- **article 18 (transmission des données de la commune):**
 dérogable à l'interdicción nº 249 de M. Gilbert Millier
 (initiale le chapitre V du titre II du code des
 communes : « participation des habitants aux affaires de la
 commune ») (p. 6767);

Article L 235-1 du code des communes:

- **article L 235-1 du code des communes:**
 dérogable à l'interdicción nº 250 de M. Gilbert Millier
 (dispose que les habitants de la commune peuvent être
 consultés sur toutes décisions les concernant dans les ter-
 ritoires où résident pas des compétences communales)
 (p. 6768);

- **article L 235-1 du code des communes:**
 dérogable à l'interdicción nº 63 de la commission (établir le
 texte adapté en première lecture par l'Assemblée natio-
 nale) (p. 6768);

Article L. 121-2 du code des communes :

- Favorable à l'amendement n° 64 rectifié de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale et précise que, dans les communes de moins de 3 500 habitants, la demande de délibération doit passer de la majorité du conseil municipal) (p. 6788).

Article L. 125-7 nouveau du code des communes :

- Favorable à l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement) (p. 6789).

Article 18 bis nouveau (modification des électeurs de la commune résidente) :

- Favorable à l'amendement n° 68 de la commission (de suppression) (p. 6789).

Article 17 supprimé par le Sénat (consouleurs cadastrales créés par le conseil municipal) :

- Favorable à l'amendement n° 69 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6792) ;

- soutient le sous-amendement n° 309 du Gouvernement (précise que les associations locales peuvent faire partie de conseils consultatifs) à l'amendement n° 69 de la commission : adopté (p. 6792).

Avant l'article 18 :

- défavorable à l'amendement n° 319 de M. Jean-Paul Viret (rétablit le comité économique et social de région " Conseil économique et social régional ") (p. 6792)

Article 18 (révision de revêtir au sein des comités économiques et sociaux régionaux) :

- favorable à l'amendement n° 70 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6792) ;

- favorable aux amendements nos 71 et 72 de la commission (rétablissement de texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6792).

Article 20 supprimé par le Sénat (participation des représentants des usagers au fonctionnement des services publics locaux) :

- favorable à l'amendement n° 73 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6793) ;

- soutient le sous-amendement n° 318 du Gouvernement (précise que les associations représentatives d'usagers sont gérées dans les commissions consultatives compétentes pour la gestion des services publics locaux) à l'amendement n° 73 de la commission : le rectifie également (p. 6793, 6794) ; retire (p. 6794) ;

- favorable au sous-amendement n° 392 de M. René Doustier (précise que les associations d'usagers sont présentes dans les commissions consultatives compétentes pour la gestion des services publics locaux) à l'amendement n° 73 de la commission (p. 6794).

Article 21 (rôle à disposition des services régionaux dans des zones rurales) :

- favorable à l'amendement n° 311 de M. Gilbert Miller (précise que la mise à disposition de locaux communaux dépend d'une décision du maire) (p. 6793) ;

- favorable à l'amendement n° 75 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6793).

Article L. 112-3 du code des communes :

- ses observations sur l'amendement n° 76 de la commission (de coordination) (p. 6793).

Article 22 (révisions facultatives de conseil municipal) :

- défavorable à l'amendement n° 319 de M. Gilbert Miller (propose que la convocation du conseil municipal soit obligatoire lorsque un cinquième des membres du conseil en fait la demande) (p. 6794) ;

- ses observations sur l'amendement n° 77 de la commission (de coordination) (p. 6794) ;

Demande de renvoi des notes sur les amendements, articles 22 et 23 : en discussion ; application de l'article 3 de la Constitution (p. 6796).

- ses observations sur l'amendement n° 78 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6796).

Article 25 (convocation de conseil municipal) :

- ses observations sur l'amendement n° 80 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6797).

Article 26 supprimé par le Sénat (garanties sociales) :

- favorable à l'amendement n° 84 de la commission (rétablit et supprime l'obligation de transmettre les questions au maire un jour férié avant le début de la séance) (p. 6797).

Article 28 (article 28 bis) :

- favorable à l'amendement n° 328 de la commission (supprime les assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale fonctionnant sur le mode des conseils municipaux) (p. 6798) ;

- ses observations sur l'amendement n° 86 de la commission (rétablit la composition des bureaux d'adjoints et de commissions d'appel d'offre et prévoit leur désignation) (p. 6798, 6799) ;

Marchés publics : vote : reforme (p. 6799, 6799).

- ses observations sur l'amendement n° 87 de la commission (de coordination) (p. 6800).

Article 30 bis (renouvellement des représentants des usagers locaux du conseil d'administration des services publics locaux) :

- favorable à l'amendement n° 92 de la commission (rétablit le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6800) ;

- défavorable au sous-amendement n° 315 de M. Bernard Dutoit (propose que les élus locaux mandataires de son entreprise de travaux municipaux en ce qui concerne les règles d'éligibilité) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 6800, 6802).

Article 31 bis nouveau (débat de transmission des notes de concertation renouvelés) :

- favorable à l'amendement n° 01 de la commission (de suppression) (p. 6802).

Article 32 :

- soutient l'amendement n° 301 du Gouvernement (précise lorsque le budget communal a été réglé par le préfet, que le ou les budgets supplémentaires afférents à cet exercice sont que le budget primitif de l'année suivante jusqu'à ce que le Sénat, ainsi émanant de la chambre régionale des comptes) (p. 6802) ; vote réservé (p. 6802) ; adopte : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 6819) ;

- soutient l'amendement n° 302 du Gouvernement (précise la possibilité pour le représentant de l'Etat de saisir la chambre régionale des comptes en cas d'absence de vote ou de transmission du compte administratif) (p. 6802) ; vote réservé (p. 6802) ; adopte : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 6819) ;

Article 33 (renvoi de la chambre régionale des comptes) :

- favorable à l'amendement n° 94 de la commission (précise les possibilités de saisir et les pouvoirs de contrôle des chambres régionales des comptes en ce qui concerne les opérations faites par les collectivités locales et les organismes de marchés ou de délégués de services publics) (p. 6804) ;

Article 48 *Principes de renouveau de la coopération intercommunale* :

- Favorable à l'amendement n° 112 de la commission (élimine la compétence intercommunale reprise sur la fibre de développement) (p. 6833)

Article 49 *Commission départementale de la coopération intercommunale* :

- *Adoptable* à l'amendement n° 238 de M. Gilbert Millet (des observations sur l'amendement n° 128 de la commission) (p. 6835) ;

- *Adoptable* par l'amendement n° 128 de la commission (précise que le rapporteur général est choisi parmi les membres de la commission) (p. 6836) ;

- *Favorable* à l'amendement n° 127 de la commission (établir le texte adopté en première lecture sur l'Assemblée nationale pour la représentation spécifique des communes rurales dans le cadre des chartes intercommunales) (p. 6836).

Article 50 :

- *Adoptable* à l'amendement n° 124 de M. Jean-Louis Masson (amendement sur les agglomérations de plus de 15 000 habitants, le qualificatif par arrêté préfectoral des communes estompées lorsqu'un équipement public de la commune finitrophe) (p. 6836) ;

Article 50 *Statuts départementaux de la coopération intercommunale* :

- *Adoptable* à l'amendement n° 219 de M. Gilbert Millet (des observations) (p. 6836) ;

- *Favorable* à l'amendement n° 130 de la commission (établir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6838) ;

- *Favorable* à l'amendement n° 131 de la commission (établir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale : supprimer l'obligation de conformité entre les propositions des communes et le projet de schéma) (p. 6838) ;

- *Adoptable* par l'amendement n° 132 de la commission (supprimer l'obligation de conformité entre les propositions des communes et le projet de schéma) (p. 6838) ;

- *Adoptable* à l'amendement n° 133 de la commission (établir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6839) ;

- *Adoptable* par l'amendement n° 189 de M. André Buisson (disposer que le schéma est transmis pour information aux élus membres consultés territoriaux compétents) (p. 6839) ;

Article 51 :

- *Favorable* à l'amendement n° 139 de la commission (organiser la création des communautés de communes proposées par les élus départementaux et la possibilité de créer de nouvelles communautés) (p. 6839) ;

- *Favorable* à l'amendement n° 140 rectifié de la commission (organiser la création des communautés de villes proposées par les élus départementaux, la libre détermination de leur périmètre par les communes prestatrices et la possibilité de créer de nouvelles communautés) (p. 6839) ;

Article 52 *Supprimé par le Sénat (communauté de communes)* :

- *Favorable* à l'amendement n° 142 de la commission (établir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale : prévoir en outre que les communautés de communes doivent obligatoirement exercer les compétences relevant de l'administration de l'espace et du développement rural, au total, mais dans six groupes de compétences) (p. 6839, 6841) ;

- *Adoptable* au sous-amendement n° 330 de M. André Buisson (supprimer la Grande par arrêté préfectoral, sur l'initiative d'un ou plusieurs conseils municipaux, de la liste

des communes verticées) par la création d'une liste de communes) à l'amendement n° 142 de la commission (p. 6841) ;

- *Des observations* sur le sous-amendement n° 138 de M. Hippo Yvesson (supprime l'obligation faite aux communes de désigner au sein de leur conseil municipal un représentant au conseil de la communauté de communes) (amendement n° 142 de la commission) (p. 6841) ;

- *Supprimer* le sous-amendement n° 182 de M. Guichard (larger les règles de nomination et de répartition des sièges des communautés de communes sur celles qui valent pour les S.I.C.M. et les données à l'annexe n° 142 de la commission) (p. 6842) ;

- *Adoptable* au sous-amendement n° 330 de M. André Buisson (imposer que l'exercice des groupes de compétences que les attributions de base soit déterminé d'une période de six ans) à l'amendement n° 142 de la commission (p. 6843) ;

- *Favorable* au sous-amendement n° 412 de M. Yvesson (préciser qu'en Alsace c'est Moelle les communes de communes sont compétentes en matière de construction et d'entretien des équipements communaux) à l'amendement n° 142 de la commission (p. 6843) ;

Article 53 *Statuts nouveaux (modification, ajout ou suppression)* :

- *Favorable* à l'amendement n° 143 de la commission (des observations) (p. 6843) ;

Article 54 :

- *Favorable* à l'amendement n° 133 de M. Michel Nour (en ce qui concerne les communes de moins de 100 habitants) que les attributions de base soient déterminées par les conseils territoriaux) (p. 6843) ;

Article 54 *Supprimé par le Sénat (communauté de villes)* :

- *Favorable* à l'amendement n° 134 de la commission (le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale : prévoir en outre que les communautés de villes sont obligatoirement exercées les compétences relevant de l'aménagement de l'espace et du développement économique et, au total, trois des six groupes de compétences) (p. 6843) ;

- *Adoptable* au sous-amendement n° 331 de M. André Buisson (supprimer le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) à l'amendement n° 134 de la commission (p. 6843) ;

- *Supprimer* le sous-amendement n° 333 du Gouvernement (le pose que la réalisation de zones d'habitat collectif - Z.A.C. - et la réhabilitation font partie des compétences des communautés de villes en matière d'aménagement de l'espace) à l'amendement n° 134 de la commission (p. 6843) ;

- *Adoptable* au sous-amendement n° 391 de M. André Buisson (supprimer que l'exercice des groupes de compétences que les attributions de base sont déterminées à l'issue d'une période de six ans) à l'amendement n° 134 de la commission (p. 6843) ;

- *Supprimer* le sous-amendement n° 382 de M. Yvesson (prévoir un mécanisme de séparation des compétences en matière de construction de logements sociaux et de construction de logements sociaux) à l'amendement n° 134 de la commission (p. 6843) ;

- *Adoptable* au sous-amendement n° 313 de M. Serge Clouzet (supprimer les règles de majorité qualifiée établies pour autoriser la transmission d'un dossier ou d'un dossier communal verbal en matière de villes) à l'amendement n° 134 de la commission (p. 6843) ;

Article 55 :

- *Favorable* à l'amendement n° 339 de M. André Buisson (soumettre par M. Christian Piret (président de la commission de la coopération intercommunale) que le statut de vice-président d'une communauté urbaine ou de maire ne peut être attribué sans pouvoir détenir 50 p. 100 de l'action de conseil) (p. 6843) ;

Après l'article 52 :
ser abrogés sur l'amendement n° 217 de M. Marc Dolz (voir les règles de composition des bureaux des conseils généraux et régionaux) (p. 6894) ;

ser abrogés sur l'amendement n° 218 de M. Bernard... (voir l'article le conseil de communauté urbaine à... (voir les compétences en matière de budget, d'investissement, de dépenses obligatoires et d'application du... (p. 6894) ;

Après l'article 53 :
ser abrogés sur l'amendement n° 219 de M. Jean-François... (voir l'article par lequel un établissement public de... (voir les transformations en un autre établissement... (p. 6894) ;

Après l'article 54 :
ser abrogés sur l'amendement n° 220 de la commission (de... (voir l'article de la gestion d'une collectivité... (p. 6894) ;

Après l'article 55 :
ser abrogés sur l'amendement n° 221 de M. André... (voir l'article par lequel le conseil municipal est... (voir les propositions et le conseil municipal... (p. 6894) ;

Après l'article 56 :
ser abrogés sur l'amendement n° 222 de la commission (de... (voir l'article par lequel les communes urbaines... (voir les communes urbaines... (p. 6894) ;

Après l'article 57 :
ser abrogés sur l'amendement n° 223 de M. Serge... (voir l'article par lequel les communes... (voir les communes... (p. 6894) ;

Après l'article 58 :
ser abrogés sur l'amendement n° 224 de M. Jean... (voir l'article par lequel les communes... (voir les communes... (p. 6894) ;

Après l'article 59 :
ser abrogés sur l'amendement n° 225 de M. Jean... (voir l'article par lequel les communes... (voir les communes... (p. 6894) ;

Après l'article 60 :
ser abrogés sur l'amendement n° 226 de M. Jean... (voir l'article par lequel les communes... (voir les communes... (p. 6894) ;

Après l'article 61 :
ser abrogés sur l'amendement n° 227 de M. Jean... (voir l'article par lequel les communes... (voir les communes... (p. 6894) ;

Article 53 *quatre-vingt-trois* supprimé par le Sénat (introduction de la partie d'une collectivité locale sur l'autre) ; ses observations sur l'amendement n° 180 de la commission (établir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6913) ;

Article 54 *quatre-vingt-quatre* nouveau (statut du personnel d'assistance des départements de la petite couronne) ; favorable à l'amendement n° 181 de la commission (de suppression) (p. 6914) ;

Après l'article 55 *soixante-dix* : favorable à l'amendement n° 205 de M. Jean-Jacques... (voir l'article par lequel les actions de coopération locale... (voir le développement économique... (p. 6914) ;

favorable à l'amendement n° 206 corrigé de M. Marc Dolz... (voir l'article par lequel la mise en place d'un... (voir une nouvelle... (p. 6915) ;

Article 57 *deux cent quatre-vingt-trois* de zone et pour lequel de... (voir l'article par lequel les communes... (voir les communes... (p. 6917) ;

favorable à l'amendement n° 202 de M. Gilbert Miller (de... (voir l'article par lequel les communes... (voir les communes... (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 183 de la commission (établir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6918) ;

Article 609 *nouveau* *de* *du* *code* *général* *des* *impôts* : favorable à l'amendement n° 184 de la commission (de suppression) (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 201 de M. Serge... (voir l'article par lequel les communes... (voir les communes... (p. 6919) ;

favorable à l'amendement n° 185 de la commission (établir le texte de l'article 1609 nouveau) (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 186 de la commission (proposer de créer une commission locale chargée d'évaluer les... (voir les communes... (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 187 de la commission (dépens que la commission est présidée par l'un des représentants des conseils municipaux) (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 188 de la commission (dépens que la commission peut recourir à l'assistance... (voir les communes... (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 189 de la commission (établir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 190 de la commission (de coordination) (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 191 de la commission (établir le mode de calcul du taux moyen de taxe professionnelle) (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 192 de la commission (établir le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 191 de la commission (de coordination) (p. 6918) ;

favorable aux amendements n° 194, 196 et 601 de la commission (de coordination) (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 195 de la commission (de coordination) (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 196 de la commission (de coordination) (p. 6918) ;

favorable à l'amendement n° 197 de la commission (de coordination) (p. 6918) ;

organismes dans l'attribution de fonds d'investissement... (p. 6936)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

Article 10 P. 108 à leur retour de l'étranger... (p. 6937)

